

No. 29.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Résolutions arrêtées par la Commission franco-allemande des biens, droits et intérêts privés, au cours de la séance du 6 février 1920, approuvées par les Gouvernements allemand et français par un échange de notes en date, à Berlin, du 20 et 25 mars 1920.

GERMANY AND FRANCE

Resolutions taken by the Franco-German Commission relating to private property, rights and interests in its sitting of February 6, 1920, approved by the German and French Governments by an exchange of Notes at Berlin, on March 20 and 25, 1920.

No. 29. — RÉSOLUTIONS ARRÊTÉES PAR LA COMMISSION FRANCO - ALLEMANDE DES BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS PRIVÉS, AU COURS DE LEUR SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1920, APPROUVÉES PAR LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET FRANÇAIS PAR UN ÉCHANGE DE NOTES EN DATE, A BERLIN, DU 20 ET 25 MARS 1920.

Texte officiel français communiqué par le Service français de la Société des Nations et textes français et allemands communiqués par l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres, aux fins d'enregistrement. L'enregistrement de ces résolutions a eu lieu le 21 octobre 1920.

AMBASSADE DE FRANCE
A BERLIN.
N° 75.

BERLIN, le 20 mars 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire parvenir, ci-inclus, à Votre Excellence, la copie certifiée conforme des quatorze articles et des deux articles supplémentaires adoptés le 6 février 1920 par la Commission franco-allemande qui s'est réunie

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² D'après une note adressée au Secrétaire Général de la Société des Nations par le Chargé d'Affaires d'Allemagne à Londres, en date du 11 août 1920, l'Allemagne n'étant pas membre de la Société des Nations, ne se considère pas liée par les dispositions de l'Article 18 du Pacte.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 29. — RESOLUTIONS TAKEN BY THE FRANCO - GERMAN COMMISSION RELATING TO PRIVATE PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS, IN ITS SITTING OF FEBRUARY 6, 1920, APPROVED BY THE GERMAN AND FRENCH GOVERNMENTS BY AN EXCHANGE OF NOTES AT BERLIN ON MARCH 20 AND 25, 1920.

French official text forwarded by the "Service Français" of the League of Nations, and French and German texts forwarded by the German Ambassador in London, for registration. The registration of these resolutions took place on October 21, 1920.

FRENCH EMBASSY
IN BERLIN.

BERLIN, 20th March, 1920.

SIR,

I have the honour to forward you herewith a certified true copy of the fourteen Articles and the two Supplementary Articles adopted on the 6th February, 1920, by the Franco-German Commission which met in Paris in

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² In accordance with a note sent to the Secretary-General of the League of Nations by the German Chargé d'Affaires at London on August 11, 1920. Germany not being a Member of the League of Nations does not consider herself bound by the provisions of Article 18 of the Covenant.

à Paris en vue de conclure un accord relatif à l'application des sections IV, V et VI de la partie X du Traité de Versailles.

Le Gouvernement de la République, qui donne sa pleine approbation à ces quatorze articles ainsi qu'aux deux articles complémentaires, prend dès maintenant toutes les mesures nécessaires à leur exécution. M. Labat, Receveur des Domaines, a été désigné comme Chef du Bureau français des biens et intérêts privés à Berlin et a déjà rejoint son poste.

En notifiant ce qui précède à Votre Excellence, j'ai l'honneur de La prier de vouloir bien m'aviser, aussitôt que possible, de l'acceptation par le Gouvernement allemand de l'arrangement en question, ainsi que de son intention d'en prescrire l'exécution.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) DE MARCILLY.

Son Excellence Monsieur HERMANN MÜLLER,
Ministre des Affaires Etrangères,
Berlin.

RÉSOLUTIONS

ARRÊTÉES PAR LA COMMISSION FRANCO-ALLEMANDE DES BIENS ET INTÉRÊTS PRIVÉS AU COURS DE LA SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1920.

Article 1.

Les offices chargés en France et en Allemagne du règlement des affaires relatives aux biens, droits et intérêts privés délégueront respectivement auprès de l'office correspondant de Berlin et de Paris un ou plusieurs représentants, par l'intermédiaire desquels s'échangeront les communications entre les deux offices. Ces représentants constitueront le bureau français des biens et intérêts privés à Berlin et le bureau allemand des biens et intérêts privés à Paris. Ces bureaux seront créés aussitôt que possible. Ces bureaux rempliront le rôle des représentants prévus au paragraphe 12 de l'annexe à la section III de la partie X du Traité de Versailles.

Article 2.

Pour obtenir, par application du paragraphe a de l'article 297, la remise de leurs biens, droits

order to conclude an agreement on the application of Sections IV, V and VI of Part X of the Treaty of Versailles.

The French Government, which completely approves these fourteen Articles and the two complementary Articles, is about to take immediate steps for their execution. M. Labat, Official Receiver, has been appointed Chief of the French Bureau of Private Property and Interests in Berlin, and has already commenced his duties.

I have the honour, Sir, to request you, in reference to the foregoing, to be good enough to inform me as soon as possible of the acceptance on the part of the German Government of the arrangements in question, and of your Government's intention to order their execution.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DE MARCILLY.

His Excellency M. HERMANN MÜLLER,
Minister for foreign Affairs,
Berlin.

RESOLUTIONS

TAKEN BY THE FRANCO-GERMAN COMMISSION RELATING TO PRIVATE PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS IN ITS SITTING OF FEBRUARY 6, 1920.

Article 1.

The Offices in France and Germany which are regulating matters relating to private property, rights and interests shall each depute one or more representatives to the corresponding Office in Berlin and Paris. One or several of these representatives shall act as intermediaries for the exchange of communications between the two offices. Those representatives shall constitute the French Bureau of Private Property and Interests in Berlin, and the German Bureau of Private Property and Interests in Paris. These Bureaux shall be created as soon as possible, and shall fulfil the duties allotted to representatives as prescribed in paragraph 12 of the Annex to Section III of Part X of the Treaty of Versailles.

Article 2.

French subjects claiming, under paragraph A of Article 297, the return of their property,

et intérêts qui ont été séquestrés en Allemagne, les Français peuvent s'adresser directement, ou par mandataire, à la Landeszentralbehörde du pays où les biens, droits et intérêts susvisés sont situés ou, quand le lieu où se trouvent les biens, droits et intérêts n'est pas connu avec certitude, au Reichministerium für Wiederaufbau, à Berlin. L'état des biens restitués sera constaté par un procès-verbal dressé contradictoirement par le Français ou son représentant, le séquestre allemand et un représentant de la Landeszentralbehörde. Si la demande n'est pas faite par l'intermédiaire du bureau, les formalités indiquées dans l'annexe N° 1 doivent être observées.

Article 3.

Les demandes de restitution prévues au paragraphe f de l'article 297 sont adressées, soit directement par les Français intéressés, soit par l'intermédiaire du bureau français de Berlin à la Landeszentralbehörde ou exceptionnellement au Reichministerium für Wiederaufbau à Berlin. Si la demande n'est pas faite par l'intermédiaire du bureau, les formalités indiquées dans l'annexe N° 1 devront être observées.

En accusant réception de cette demande, la Landeszentralbehörde avisera l'ayant droit ou le bureau de Berlin du délai à l'expiration duquel cet ayant droit sera remis en possession du bien réclamé. Si des circonstances imprévues ne permettraient pas d'effectuer cette remise dans le délai fixé, l'ayant droit ou le Bureau en sera avisé.

Article 4.

Si, exceptionnellement et pour un cas déterminé, le bureau français de Berlin en fait la demande à la Landeszentralbehörde, celle-ci lui fera délivrer les pièces et les dossiers nécessaires pour compléter le dossier des surveillants, des administrateurs séquestrés ou des liquidateurs.

Article 5.

Les inscriptions sur les registres publics et sur les livres fonciers rendues nécessaires par le transfert de la propriété sur la tête de l'ayant droit français sont faites d'urgence et sans frais par les soins des autorités allemandes et conformément à la législation locale.

rights and interests sequestrated in Germany, may address themselves directly or by proxy to the Landeszentralbehörde of the district in which the said property, rights and interests are situated; when the location of the property, rights and interests is not exactly known, application should be made to the Reichministerium für Wiederaufbau in Berlin. The condition of the restored property shall be noted in depositions compiled as the result of discussions between the German sequesteror, the representative of the Landeszentralbehörde and the French claimant or his representative. If the claim is not made through the Bureau the procedure laid down in Annex I must be observed.

Article 3.

The claims for restitution, referred to in paragraph f of Article 297 shall be addressed either directly by the French claimant or through the French Bureau at Berlin to the Landeszentralbehörde or, in exceptional cases, to the Reconstruction Ministry in Berlin. If the claim is not made through the Bureau, the procedure prescribed in Annex I will be observed.

In acknowledging receipt of this claim the Landeszentralbehörde shall inform the claimant or the Berlin Bureau of the period within which the claimant will regain possession of the property in question. If unforeseen circumstances prevent the restitution of the property within the specified period, the claimant or the Bureau shall be advised of the fact.

Article 4.

If, as an exception and in special cases, the French Bureau in Berlin asks the Landeszentralbehörde for the documents and dossiers required to complete the dossiers of the trustees, sequesterors or liquidators, the Landeszentralbehörde shall deliver to it the documents demanded.

Article 5.

The necessary entries in the public registers relating to the transfer of the property to the French claimant shall be made immediately and free of charge by the German authorities in the form prescribed by the local regulations.

Article 6.

Sauf mention expresse, la signature par l'intéressé ou son mandataire des actes de toute nature relatifs à la remise des biens, droits et intérêts privés, visés aux articles 2 et 3 ci-dessus, réserve entièrement les droits des Français aux indemnités prévues par le Traité de Versailles.

Article 7.

Les restitutions effectuées par application des articles 2 et 3 ci-dessus, comportent, en ce qui regarde les patrimoines des sociétés ou particuliers français, la restitution de tout ce qui existe de ce patrimoine, y compris les fonds de roulement et avoirs. L'excédent provenant de la différence entre le cours moyen du mark à Berlin le jour de la restitution et le taux prévu au paragraphe *d* de l'article 296, que les intéressés peuvent être en droit de demander, fera l'objet d'une réclamation ultérieure.

Les sommes dues au titre de ces réclamations comme celles prévues à l'article 297, paragraphe *e*, seront payées par l'intermédiaire des offices de compensation.

La restitution comprend également, sur demande de l'intéressé ou de son représentant, la remise de tous documents et renseignements visés aux paragraphes 8 et 13 de l'annexe à la section IV qui pourront d'ailleurs n'être réclamés qu'ultérieurement.

Article 8.

Les ressortissants allemands qui demandent la restitution des objets de peu de valeur, personnels ou souvenirs de famille, feront parvenir leur demande à l'office de Paris par l'intermédiaire du bureau allemand de Paris en fournissant la liste des objets réclamés.

Le bureau allemand de Paris fera également parvenir à l'office de Paris les demandes des ressortissants allemands qui désireraient être admis à concourir aux enchères des mobiliers et exceptionnellement des autres biens leur ayant appartenu.

Les demandes transmises par application des alinéas précédents seront examinées par les autorités françaises qui feront connaître leur décision au bureau allemand de Paris en indiquant, le cas échéant, et en temps utile, la date de la mise aux enchères.

Les autorités françaises feront connaître, en tenant compte des circonstances de fait, si

Article 6.

Except when otherwise provided, the signature of the claimant or his representative on any document relating to the return of private property, rights or interests provided for in Articles 2 and 3 above, shall in no way prejudice the rights of French subjects to the compensation provided for in the Treaty of Versailles.

Article 7.

The restitutions effected under Articles 2 and 3 above include, in the case of the property of French companies and individuals, the restitution of everything which constitutes the said property, including working capital and credits. The amount resulting from the difference between the average price of the Mark in Berlin on the day of restitution and the rate of exchange contemplated in paragraph (d) of Article 296, which the interested parties might claim, shall be made the subject of a later demand.

The sums due on account of these claims as well as those contemplated in paragraph *e* of Article 297, shall be paid through the Compensation Offices.

Restitution likewise includes the return on the demand of the claimant or his representative of all documents and information covered by paragraphs 8 and 13 of the Annex to Section IV; these can, moreover, also be claimed at a later date.

Article 8.

German nationals claiming restitution of objects of small value—personal or family souvenirs—must make their claim to the Paris Office through the German Bureau in Paris, supplying a list of the objects claimed.

The German Bureau in Paris shall also inform the Paris Office in cases when German nationals wish to attend and bid at auction-sales of their furniture, and also in exceptional cases at sales of their other property.

Demands transmitted under the preceding paragraphs shall be examined by the French authorities who will communicate their decision to the German Bureau in Paris, and will announce in appropriate cases the date of the auction and give sufficient notice.

The French authorities, taking the circumstance of the case into account, will inform the

l'intéressé allemand peut, sans inconvénient, spécialement pour lui, se présenter personnellement à l'adjudication.

Article 9.

Les restitutions prévues par l'article 8, alinéa 1^{er} ci-dessus, seront effectuées après paiement, soit par l'intéressé, soit par le bureau allemand, des frais de conservation, d'emballage et de transport, qui auront été engagés par l'autorité française.

Article 10.

Les bureaux français et allemand des biens et intérêts privés peuvent être constitués mandataires par leurs nationaux intéressés; ils fournissent, à cet effet, les pouvoirs certifiés par le bureau. Les Gouvernements français et allemand sont responsables de la validité des pouvoirs et de la qualité des signataires. Les autorités françaises et allemandes sont valablement déchargées par la remise des biens entre les mains des délégués des bureaux allemands et français mandataires.

Article 11.

L'office français des biens et intérêts privés fournira au bureau allemand, selon un formulaire établi selon le modèle, prévu à l'annexe 2, des indications sur les biens allemands liquidés en France, au fur et à mesure des liquidations.

En outre, l'office fournira, sur demande spéciale et contre paiement des frais, un extrait ou une copie du procès-verbal d'adjudication.

Article 12.

Les délais prévus aux articles 300, *a* et *g*, et 301, paragraphe 2, du Traité de Versailles, recommenceront à courir en France comme en Allemagne au plus tôt le 15 août 1920.

Article 13.

L'office français des biens et intérêts privés avisera le bureau allemand des levées de séquestre, qui pourraient exceptionnellement intervenir en ce qui concerne les biens allemands en France.

Sauf fraude ou erreur, ces biens ne seront plus soumis à des mesures exceptionnelles de guerre ou de disposition.

German Bureau if the German claimant can personally attend the sale without risk of disturbance or molestation.

Article 9.

The restitution contemplated in Article 8, paragraph 1 above, shall be effected after payment either by the claimant or by the German Bureau of all the expenses of storage, packing and transport incurred by the French authorities.

Article 10.

The French and German Bureaux of Private Property and Interests may be constituted representatives by their national claimants, who must furnish for this purpose authorisations certified by the Bureau.

The French and German Governments are responsible for the validity of the authorisations and the bona fides of the signatories. The French and German authorities are free from further responsibility after the return of the property to the delegates of the French and German mandatory bureaux.

Article 11.

The French Office for Private Property and Interests shall furnish the German Bureau in the form prescribed in Annex II, with information concerning German property liquidated in France, as, and whenever, such liquidations take place.

Moreover, the Office shall, on special demand and if expenses are paid, furnish an extract from a copy of the details of the sale.

Article 12.

The periods of delay provided for in subparas *a* and *g* of Article 300 and in para 2 of Article 301 of the Treaty of Versailles shall recommence in France as in Germany on the 15th August 1920 at the earliest.

Article 13.

The French Office for Private Property and Interests shall inform the German Bureau of any exceptional cessation of sequestration which may affect German property in France.

Except in cases of fraud or error such property shall no longer be subject to the exceptional war regulations and measures of control.

Article 14.

Les Français qui ont déjà demandé le paiement des sommes provenant de la liquidation de leurs biens en Allemagne seront admis jusqu'au 15 avril 1920 à retirer leur demande et à réclamer l'application du paragraphe / de l'article 297 en ce qui les concerne, à moins qu'ils n'aient renoncé expressément à bénéficier de cette faculté.

Les intéressés revendiquant le bénéfice du paragraphe ci-dessus seront tenus de rembourser immédiatement au Gouvernement allemand le produit de la liquidation qu'ils auraient encaissé.

D'autre part, les délégués sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes concernant l'institution du tribunal arbitral mixte prévu par la section VI de la partie X du Traité de Versailles.

Article 1.

Les questions de procédure et les questions générales intéressant les différentes sections sont examinées par le tribunal siégeant toutes sections réunies.

Article 2.

Il sera créé immédiatement quatre sections du tribunal, qui se répartiront comme suit :

- 1^{re} section : Application de la section III ;
- 2^{me} section : Application de la section IV ;
- 3^{me} section : Affaires ne rentrant pas dans les deux premières catégories ;
- 4^{me} section : Affaires d'Alsace et de Lorraine.

Pour ces affaires, la 4^{me} section aura la compétence des trois premières sections.

ANNEXE N^o 1.

Formalités pour obtenir la remise des biens, droits et intérêts mis sous surveillance ou séquestrés, ou la restitution des biens, droits et intérêts liquidés.

1^o L'ayant droit français qui veut obtenir, sans l'intermédiaire du bureau à créer à Berlin,

Article 14.

French subjects who have already claimed payment of sums resulting from the liquidation of their property in Germany shall be entitled until the 15th April 1920 to withdraw their claims and lodge claims for the application of paragraph / of Article 297, in so far as it applies to their own cases, unless they have expressly waived their right to benefit under this clause.

Claimants who avail themselves of the rights granted in the above paragraph must immediately repay to the German Government the proceeds of liquidation already paid to them.

Furthermore, the delegates have agreed on the following arrangements concerning the institution of the Mixed Arbitration Tribunal contemplated in Section VI of Part X of the Treaty of Versailles :

Article I.

Questions of procedure and general questions concerning several sections shall be examined by the Tribunal in full committee of all sections.

Article II.

Four sections of the Tribunal shall be immediately created and their duties shall be apportioned as follows :

- Section 1st : application of Section III.
- Section 2nd : application of Section IV.
- Section 3rd : business not included in the two first categories.
- Section 4th : Business connected with Alsace and Lorraine.

For this class of business the fourth section shall have the same competence as the other three sections.

ANNEX No. 1.

Procedure for the release of property, rights and interests held under control or sequestrated, or for the restitution of liquidated property, rights and interests.

1^o A French claimant desirous of obtaining, otherwise than through the Bureau which is

soit la remise de ses biens, droits ou intérêts sous surveillance ou séquestre, soit la restitution de ses biens liquidés, devra adresser la demande en remise ou restitution à l'autorité centrale régionale du pays (Landeszentralbehörde) où se trouvent les biens à restituer. Une liste des autorités centrales régionales sera communiquée par l'office des biens, droits et intérêts. En cas de doute sur la situation du bien, la demande pourra être adressée au Ministère du Reich pour la reconstruction (Reichsministerium für Wiederaufbau). Le Gouvernement allemand se réserve de désigner un autre office d'empire à la place du Ministère des Affaires Etrangères (Friedensabteilung).

2° La demande devra contenir :

- (a) le nom et l'adresse du demandeur ;
- (b) le nom et l'adresse de la personne entre les mains de laquelle devra être effectuée la remise matérielle du bien sous la surveillance, sous séquestre ou liquidé ;
- (c) une description aussi exacte que possible du bien à restituer ;
- (d) l'indication du lieu où le bien à restituer se trouvait au début de la guerre et au moment où il a fait l'objet d'une mesure de surveillance de séquestre ou de liquidation et, si possible, également l'endroit où il se trouve actuellement ;
- (e) le nom et l'adresse de la personne à la garde de qui le bien se trouvait au début de la guerre ou au moment où le dit bien a fait l'objet d'une mesure de surveillance de séquestre ou de liquidation.

3° La signature du demandeur devra être certifiée par les autorités françaises compétentes.

Ce visa de certification devra être légalisé soit par l'ambassade allemande à Paris, soit par le Ministère des Affaires Etrangères à Berlin.

4° Si la demande est introduite par un mandataire, il suffira, pour la justification du pouvoir, d'un mandat certifié et légalisé de la même manière que précédemment.

5° S'il y a doute sur l'identité du demandeur par rapport à l'ayant-droit, le Gouvernement allemand s'adressera à l'office français des biens, droits et intérêts privés pour obtenir la production des précisions indispensables.

to be established in Berlin, the release of property, rights or interests held under control or sequestered, or the restitution of liquidated property, should address his claim for release, or restitution, to the central district authorities (Landeszentralbehörde) of the district where the property to be restored is situated. A list of the central district authorities shall be communicated by the Office of Property, Rights and Interests.

In cases when doubt exists as to the situation of the property, the claim should be addressed to the Minister of Reconstruction (Reichsministerium für Wiederaufbau) But the German Government reserves the right of substituting another Government Office for the above (Eriedensabteilung).

2° The claim should specify :

- (a) The name and address of the claimant.
- (b) The name and address of the person to whom the controlled, sequestered or liquidated property is actually to be remitted.
- (c) As exact a description as possible of the property to be restored.
- (d) A statement of the situation of the property in question at the beginning of the war and at the time when it became susceptible to control, sequestration or liquidation, and, if possible, also an indication of the place where the property now is.
- (e) The name and address of the person in charge of the property at the beginning of the war or at the moment when the property became susceptible to control, sequestration or liquidation.

3° The signature of the claimant must be certified by the competent French authorities, such certification to be legalised, either by the German Embassy in Paris, or by the Minister of Foreign Affairs in Berlin.

4° If the claim is made by a Mandatory, the Mandatory's authority will be recognised if certified and legalised in the same way.

5° If there is any doubt as to the identity of the person lodging a claim in relation to the real claimant, the German Government shall apply to the French Office of Private Property, Rights and Interests, to obtain the necessary data for verification.

ANNEXE N° 2.

ANNEX No. 2.

Renseignements sur les biens, droits et intérêts allemands liquidés en France.

1° Nom de la personne dont les biens ont été liquidés. (Prénom, nom de famille. Pour les femmes, nom d'origine et nom de mariage.)

2° Domicile (lieu de résidence en France ; pour entreprises commerciales, lieu de leur établissement ou lieu de la séquestration).

3° Date de l'adjudication.

4° Montant de l'adjudication.

(a) *Actif* :

Immeubles.
Fonds de commerce.
Marchandises.
Meubles.
Valeurs mobilières.

Créances :

(b) *Passif*

(Dettes payées).
Actif net.

Copie certifiée conforme.

*Le Ministre Plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,*

P. DE FOUQUIÈRES.

Information concerning the German property, rights and interests liquidated in France.

1° Name of the person whose property has been liquidated.

(Christian name, surname. For women : maiden name and married name.)

2° Residence. (Residence in France. In the case of businesses, the place of establishment, or place of sequestration.)

3° Date of the sale.

4° Amount realised at the sale.

(a) *Credit* :

Real property.
Capital.
Stock.
Furniture.
Movable property.
Debts due.

(b) *Debit* :

(Debts paid.)
Nett credit.

Certified true Copy.

*The Minister Plenipotentiary,
Chief of the Service of Protocols,*

P. DE FOUQUIÈRES.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. VIII V. 3.

BERLIN, den 25. März 1920.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER,

Euer Hochwohlgeboren beehre ich mich den Empfang des Schreibens vom 20. d. M. — Nr. 75 — betreffend die Beschlüsse der deutsch - französischen Kommission zur Durchführung der Abschnitte IV, V und VI des Teils X des Friedensvertrages, ergebenst zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung hat davon Kenntnis genommen, dass die Französische Regierung den von der Kommission in der Sitzung vom 6. Februar 1920 angenommenen, in der Anlage bei-

gefügten vierzehn Artikeln nebst zwei Ergänzungsartikeln zustimmt und alsbald die erforderlichen Ausführungsmassnahmen treffen will. Die Deutsche Regierung stimmt den bezeichneten Artikeln auch ihrerseits zu und wird wegen ihrer Durchführung gleichfalls das Erforderliche veranlassen. Insbesondere wird sie in nächster Zeit das deutsche Bureau für die privaten Güter, Rechte und Interessen in Paris einrichten.

Ich gestatte mir noch, darauf hinzuweisen, dass in dem von Euer Hochwohlgeboren übersandten Exemplar der Anlage 1 zu den Kommissionsbeschlüssen ein Versehen rein redaktioneller Art unterlaufen ist. Es heisst in dieser Anlage 1, dass der Antrag des französischen Berechtigten unter Umständen auch an das Auswärtige Amt, Friedensabteilung, gerichtet werden kann, und dass die deutsche Regierung sich vorbehält, an Stelle des Auswärtigen Amtes, Friedensabteilung, eine andere Reichsstelle zu benennen. Diese Formulierung entspricht einer Fassung der Kommissionsbeschlüsse, die später in der Weise geändert worden ist, dass das Auswärtige Amt, Friedensabteilung, durch das Reichsministerium für Wiederaufbau ersetzt wurde. In der Voraussetzung des Einverständnisses der Französischen Regierung ist die bezeichnete Stelle in dem hier beigefügten Abdruck der Anlage 1 entsprechend geändert worden.

Genehmigen Sie, Herr Geschäftsträger, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung.

(Gez.) v. HANIEL.

An den
Geschäftsträger der Französischen Republik

Herrn DE MARCILLY,
Hochwohlgeboren,
BERLIN.

¹ TRADUCTIONS — TRANSLATIONS.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No VIII. V. 3.

FOREIGN OFFICE.
No. VIII. V. 3.

BERLIN, le 25 mars 1920.

BERLIN, March 25, 1920.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

SIR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication en date du 20 courant — N° 75 — relative aux conclusions de la commission Franco-Allemande touchant de l'exécution des paragraphes IV, V et VI de la partie X du traité de paix.

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 20th March, No. 75, —concerning the decisions of the Franco-German Commission for the execution of Sections IV, V and VI of Part X of the Treaty of Versailles.

Le Gouvernement allemand a pris connaissance de l'agrément donné par le Gouvernement français aux quatorze articles de l'annexe et

The German Government has noted that the French Government has approved the 14 Articles and the 2 Complementary Articles adopted

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

aux deux articles complémentaires acceptés à la séance de commission du 6 février 1920, et son intention de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. Le Gouvernement allemand, de son côté, approuve ces articles et fera également le nécessaire pour en assurer l'exécution. Il veillera en particulier à ce que l'on établisse à Paris, dans le plus bref délai, le bureau allemand pour la défense des droits, intérêts et biens privés.

Je me permets, en outre, d'attirer votre attention sur une simple erreur de rédaction, qui s'est glissée dans le texte du document de l'annexe sur les conclusions de la commission que Votre Excellence a bien voulu me faire tenir. Il est dit dans cette annexe N^o 1 que les réclamations des ayants droit français peuvent, suivant les circonstances, être adressées au Ministère des Affaires étrangères (département de la paix) et que le Gouvernement allemand se réserve de créer à la place du Ministère des Affaires étrangères (département de la paix) une autre institution d'empire. Cette formule répond à une première rédaction des conclusions de la Commission, modifiée plus tard de telle manière que le Ministère des Affaires étrangères (département de la paix) s'est trouvé remplacé par le « Ministère d'Empire pour la reconstruction ».

En prévision de l'acceptation du Gouvernement français, le passage en question a été corrigé dans l'exemplaire ci-joint de l'annexe I.

Veillez agréer, etc.

(Signé) V. HANIEL.

A Son Excellence

M. DE MARCILLY,

Chargé d'affaires
de la République Française,
BERLIN.

by the Commission on the 6th February 1920, the text of which is annexed; and also that the French Government will take steps for the execution of the said Articles. The German Government for its part also approves the said Articles and will take the necessary steps for their execution, and in particular, will immediately establish the German Bureau for Private Property, Rights and Interests in Paris.

I must further call your attention to an oversight of a purely clerical character in the copy of Annex I to the decisions of the Commission which accompanied your letter. According to this version of Annex I, French claimants are permitted in certain circumstances to apply to the Foreign Office, Peace Department (Friedensabteilung) and the German Government reserves the right to substitute another Government Office. This version corresponds to a draft of the Commission's decisions which was subsequently amended in the sense that the Ministry of Reconstruction (Reichsministerium für Wiederaufbau) was substituted for the Foreign Office, Peace Department (Friedensabteilung).

The necessary correction in the passage in question has been made in the attached copy of the decisions approved by the French Government.

I have the honour to be, Sir,
Your obedient Servant,

(Signed) v. HANIEL.

To the

Chargé d'affaires of the
French Republic,

M. DE MARCILLY,
BERLIN.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

AMBASSADE DE FRANCE

A BERLIN.

N^o 135.

BERLIN, le 15 avril 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre N^o VIII v 3./26,487 du 25 mars dernier, le Ministre des Affaires Etrangères a bien voulu me faire connaître, en réponse à ma lettre N^o 75 du 20 mars, que le Gouvernement allemand approuvait les quatorze articles et les deux articles supplémentaires adoptés le 6 février précédent par la Commission franco-allemande réunie à Paris en vue de conclure un accord relatif à l'application des sections IV, V et VI de la partie X du Traité de Versailles. J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication.

Le Ministère des Affaires Etrangères a joint à sa lettre précitée le texte allemand des documents annexés à ma lettre N^o 75, savoir les résolutions arrêtées par la Commission franco-allemande au cours de la séance du 6 février 1920, l'annexe N^o 1 indiquant les « formalités pour obtenir la remise des biens, droits et intérêts mis sous surveillance ou séquestrés, ou la restitution des biens, droits et intérêts liquidés », et l'annexe N^o 2 donnant un formulaire de « Renseignements sur les biens, droits et intérêts allemands liquidés en France ».

En ce qui concerne les résolutions, qui comprennent les 14 articles et les 2 articles supplémentaires, j'ai ordre de déclarer que le Gouvernement de la République Française ne peut attribuer au texte allemand que la valeur d'une traduction et qu'il considère le texte français annexé à ma lettre N^o 75 comme devant seul faire foi en cas de contestation. C'est en effet ce texte français qui a été discuté par la Commission franco-allemande de Paris et sur lequel s'est établie l'entente des deux délégations. Le texte allemand, qui n'a pas fait en temps utile l'objet d'un examen en commun, ne saurait avoir la même valeur.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

FRENCH EMBASSY

BERLIN.

N^o 135.

BERLIN, April 15, 1920.

SIR,

In a letter No. VIII v 3./26,487 of the 25th March last, the Minister of Foreign Affairs was good enough to inform me in reply to my letter No. 75 of the 20th March, that the German Government approved the 14 Articles and the 2 Supplementary Articles adopted on the 6th February last by the Franco-German Commission, which met in Paris to conclude an agreement concerning the application of Sections IV, V and VI of part X of the Treaty of Versailles. I beg to acknowledge receipt of this communication.

The Minister of Foreign Affairs attached to his letter the German Text of the documents annexed to my letter No. 75, that is to say, the Resolutions adopted by the Franco-German Commission in their sitting of the 6th February 1920, together with 2 Annexes of which No. 1 specified " Procedure for the release of property, rights and interests held under control or sequestrated, or for the restitution of liquidated property ", and No. 2 established the form for the supply of " Information concerning property, rights and interests, liquidated in France ".

As regards the Resolutions which composed the 14 Articles, and the 2 Supplementary Articles, I am directed to inform you that the French Government is not prepared to regard the German Text as anything more than a translation and that it considers the French Text annexed to my letter No. 75 as alone constituting the final Text in case of dispute. It was, in fact, this French Text which was discussed at the Franco-German Commission in Paris, and the agreement arrived at between the two Delegations, was based upon it. It is impossible to attribute the same value to the German Text which was not examined by both Delegations at the appropriate time.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

J'ai d'ailleurs l'honneur de donner acte à Votre Excellence de la rectification apportée par le Ministère des Affaires Etrangères, dans sa lettre du 25 mars, au texte français de l'annexe N° 1. Ma lettre N° 75 a transmis en effet par erreur une version qui ne correspondait pas à l'état définitif de la question. En conséquence, la dernière phrase du paragraphe 1 de l'annexe en question doit être rectifiée comme suit :

« En cas de doute sur la situation du lieu, la demande pourra être également adressée au Ministère de la Reconstruction (Reichsministerium für Wiederaufbau). »

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) DE MARCILLY.

Son Excellence
Monsieur ALFRED KOESTER,
Ministre des Affaires Etrangères.

I have, furthermore, the honour formally to acknowledge the correction which the Minister of Foreign Affairs, in his letter of the 25th March made in the French Text of Annex N° 1. My letter N° 75 did, in fact, transmit by an error a version which did not correspond to the final decision on the question ; in consequence, the last phrase of paragraph 1 of the Annex in question should be amended as follows :

“ In cases when doubt exists as to the situation of the property, the claim may also be addressed to the Office of Reconstruction (Reichsministerium für Wiederaufbau) ”.

I have the honour to be, Sir,
Your obedient Servant,

(Signed) DE MARCILLY.

To His Excellency
Monsieur ALFRED KOESTER,
Minister of Foreign Affairs.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. VIII. J. 670.

BERLIN, den 12. Mai 1920.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER,

Euer Hochwohlgeboren haben in dem Schreiben vom 15. v. M. — Nr. 135 — betreffend die Beschlüsse der deutsch-französischen Kommission zur Durchführung der Abschnitte IV, V und VI des Teiles X des Friedensvertrages, mitgeteilt, dass die Französische Regierung dem der Note des Auswärtigen Amtes vom 25. März d. J. — VIII. J. 3 — beigefügten deutschen Texte der vierzehn Artikel und der beiden Ergänzungsartikel nur die Bedeutung einer Uebersetzung zuerkennen könne, und dass sie im Falle von Meinungsverschiedenheiten ausschliesslich den französischen Text als massgebend ansehen werde. Zur Begründung haben Euer Hochwohlgeboren darauf hingewiesen, dass die Kommission bei den Verhandlungen in Paris lediglich über den französischen Text beraten habe und lediglich über diesen Text zu einem Einverständnis gelangt sei, während eine gemeinsame Nachprüfung des deutschen Textes damals nicht stattgefunden habe. Hierzu gestatte ich mir namens der Deutschen Regierung folgendes zu bemerken.

Der Abschluss des Abkommens über die in Rede stehenden Bestimmungen des Friedensvertrags ist seiner Zeit in vollem Einverständnis der beiderseitigen Vertreter in zwei Akte zerlegt worden, nämlich einmal die Einigung in der Sache selbst und sodann den formellen Abschluss des Abkommens. In Paris ist nur der erste Akt erfolgt : die Einigung in der Sache. Hierbei ist von den deutschen Vertretern betont worden, dass in der Sprachenfrage Einigkeit nicht bestehe. Dies ist auch in dem die damalige Erörterung abschliessenden, an den Vorsitzenden der französischen Delegation gerichteten Schreiben des Vorsitzenden der Deutschen Delegation vom 12. Februar d. J. nochmals besonders hervorgehoben worden. In dem Schreiben heisst es :

« Um Irrtümern vorzubeugen, mache ich nur darauf aufmerksam, dass die deutsche Delegation in der Sitzung vom 6. Februar nur den Inhalt der vierzehn Artikel und der zwei Ergänzungsartikel des französischen Entwurfs des Schlussprotokolls zugestimmt hat, dass

aber die französische Redaktion an gewissen Stellen vom Präsidenten der französischen Delegation selbst noch vorbehalten wurde, und dass sich die deutsche Zustimmung selbstverständlich nicht auf die ausschliessliche Abfassung der Artikel in französischer Sprache bezogen hat.

Dagegen, dass der Französische Geschäftsträger in Berlin in seiner Note an die Deutsche Regierung die endgültigen Vereinbarungen unserer Kommission lediglich in französischer Sprache aufnimmt, wären keinerlei Einwendungen zu erheben.

Ich muss aber meiner Regierung volle Freiheit hinsichtlich der Frage wahren, in welcher Sprache sie in ihrer Antwortnote die Vereinbarungen wiedergeben wird. »

Hiernach kann aus der sachlichen Uebereinstimmung bei den Pariser Verhandlungen nicht die Folgerung gezogen werden, dass auch eine Einigung über den französischen Wortlaut erfolgt wäre. Eine Veranlassung zur Prüfung der auszutauschenden Texte war erst bei dem zweiten, in Berlin zu vollziehenden Akte, nämlich dem formellen Abschluss des Abkommens, gegeben. Da von seiten der Französischen Regierung sachliche Einwendungen gegen den der Note des Auswärtigen Amtes vom 25. März d. J. beigefügten deutschen Text nicht gemacht worden sind, betrachtet die Deutsche Regierung beide Texte in gleicher Weise als massgebend.

Genehmigen Sie, Herr Geschäftsträger, auch bei diesem Anlass die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung.

(Gez.) HANIEL.

An den
Französischen Geschäftsträger
Herrn Bevollmächtigten Minister
DE MARCILLY,
Hochwohlgeboren,
BERLIN.

¹ TRADUCTIONS — TRANSLATIONS.

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° VIII J. 670.

FOREIGN OFFICE.
No. VIII J. 670.

BERLIN, le 12 Mai 1920.

BERLIN, May 12, 1920.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

SIR,

Votre Excellence m'a informé, dans sa communication du 15 du mois dernier — N° 135 — relative aux résolutions prises par la Commission franco-allemande en vue de l'exécution des paragraphes IV, V et VI, Partie X du Traité de Paix, de l'intention du Gouvernement français de ne reconnaître au texte allemand des 14 articles et des 2 articles complémentaires,

In your note of the 15th inst. No. 135, with regard to the decisions of the Franco-German Commission on the carrying out of Clauses IV, V and VI of Article 10 of the Treaty of Peace, you informed me that the French Government insisted on regarding the German text of the 14th Article and the two supplementary Articles as annexed to the Foreign Office

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

tel qu'il est annexé à la note du 25 mars de cette année, N° VIII J.3 du Ministère des Affaires Étrangères, que la valeur d'une traduction et de considérer, en cas de divergences de vues, le seul texte français comme valable.

Votre Excellence s'est fondée sur ce que, lors des négociations à Paris, le texte français seul avait été utilisé pour les discussions de la Commission et avait servi de base à l'accord intervenu, tandis que l'on n'avait encore pu arriver à une revision en commun du texte allemand.

Je me permets de faire à ce sujet, au nom du Gouvernement allemand, les remarques suivantes :

La conclusion de l'accord concernant ces stipulations du Traité avait été rédigée, en son temps, en commun accord, par les représentants des deux Pays et reproduite en deux documents : l'un confirmant l'unité de vues sur l'accord et l'autre exposant la conclusion formelle du dit accord.

A Paris, le premier document, seul, sur l'unité de vues, a été pris en considération. A cette occasion, les représentants allemands ont fait observer que la question de langue n'avait fait l'objet d'aucune entente.

Une communication écrite, en date du 12 février de cette année, du Président de la Délégation allemande, adressée au Président de la Délégation française à la fin de la discussion, attire tout particulièrement l'attention sur ce fait, dans les termes suivants :

« Pour éviter toute erreur, je tiens à vous » faire remarquer que la délégation allemande » n'a approuvé, dans sa séance du 6 février, » que le texte des 14 articles et des 2 autres » articles complémentaires du projet français » de rédaction finale, mais que le Président de » la délégation française ayant réservé la ré- » daction de certains passages, la délégation » allemande n'a pu donner son approbation » à un texte de ces articles rédigé exclusive- » ment en français.

» D'ailleurs, il n'y aurait pas d'objection à ce » que les résolutions définitives prises par notre » Commission soient rédigées uniquement en » français, comme le demande, dans sa note » au Gouvernement allemand, le chargé d'Affaires » français à Berlin. Mais je dois cependant réserver » à mon Gouvernement sa pleine liberté en ce » qui concerne la langue dans laquelle sera ré- » digée la réponse aux résolutions prises. »

Du fait que, au moment des négociations de Paris, nous nous sommes mis d'accord sur le fond, il ne s'ensuit pas qu'on se soit entendu sur l'emploi du texte français.

Note No. VIII J.3 of March 25th, 1920 solely as a translation, and that in case of any dispute regarding the meaning they would consider the French text as the only valid authority. You pointed out that during the negotiations in Paris the Commission discussed the French text only ; that they arrived at an agreement solely on the basis of this text, and no joint examination of the German text took place at that time.

On this point I beg in the name of the German Government to make the following observations :

The conclusion of the agreement regarding the above mentioned provisions of the Treaty of Peace was carried out at the time, with the full concurrence of the Representatives of both parties, in two stages i. e. first the settlement of the matter itself, and then the formal conclusion of the Agreement.

In Paris only the first stage, the settlement of the matter at issue, was achieved. But at this moment the German representatives reported that there was a lack of agreement as to the question of language.

This point was also strongly insisted upon in the note of the President of the German Delegation dated February 12th, 1920, to the President of the French Delegation at the close of the discussions referred to. The Note says :—

“ In order to avoid misunderstanding I ” would beg to point out that at the meeting ” of February 6th the German Delegation accep- ” ted only the general contents of the 14 Articles ” and the two supplementary Articles in the ” French scheme, but that the President of the ” French Delegation has up to the present ” reserved the wording of certain passages ” in the French text ; and Germany's consent ” naturally did include the wording of the ” Articles exclusively in French.

“ Nevertheless no objection could be raised ” to the use, by the French Chargé d'Affaires in ” Berlin, of French only, in his note to the ” German Government regarding the final con- ” clusions.

“ I must however reserve complete freedom ” for my Government with regard to the language ” used in their Note in reply to these Conclu- ” sions. ”

Hence it cannot be concluded from the fact that an agreement was reached in the Paris negotiations that a settlement has also been arrived at with regard to the French text.

L'occasion de mettre à l'épreuve le texte à adopter en commun ne se présentera qu'à Berlin lors de la ratification du deuxième document sur la conclusion définitive de l'accord.

Le Gouvernement français n'ayant pas formulé d'objections au sujet du texte accompagnant la Note du Ministère des Affaires Etrangères du 25 mars de cette année, le Gouvernement allemand estime que les deux textes ont la même valeur.

Veillez agréer, etc...

(Signé) HANIEL.

A

M. DE MARCILLY,
Chargé d'Affaires
de la République Française
et Ministre Plénipotentiaire
BERLIN.

An opportunity to exchange and examine the texts was not given until the second stage was completed at Berlin i. e. the formal conclusion of the agreement. Since no objections were raised of the part of the French Government to the German text as attached to the Foreign Office Note of March 25th, 1920, the German Government regards both texts as of equal authority.

I have the honour to be, etc...

(Signed) HANIEL.

To the
Chargé d'Affaires
of the French Republic
M. DE MARCILLY,
Minister Plenipotentiary
BERLIN.